

Fond de Solidarité Prioritaire
Genre et économie, les femmes actrices de développement

**Programme Approche Genre, Levier de l'Activité Économique
(AGLAE)**

Projet Togo – Insertion économique des femmes artisanes



Rapport final

NOVEMBRE 2009 – OCTOBRE 2012

SOMMAIRE

1/ LES OBJECTIFS	3
Description succincte de l'action et rappel des objectifs de départ	3
Calendrier des réalisations	4
Zones géographiques couvertes par l'action.....	6
Partenaires impliqués	6
Groupes cibles mobilisés : nature, nombre.....	7
Actions réalisées	8
Commentaire	14
2/ LES MOYENS.....	15
Exposé schématique des moyens mis en œuvre.....	15
Commentaire sur la qualité des moyens et leur adaptation au projet	16
3/ CONCLUSION.....	17
Points positifs et difficultés rencontrées.....	17
Appréciation concernant l'autonomie acquise par le partenaire local.....	18
Mécanisme de suivi envisagé	19
Principaux enseignements retirés par l'association de l'expérience de ce projet notamment en matière d'impact du projet	19
Recommandations et perspectives pour « l'après projet »	21

1/ LES OBJECTIFS

Description succincte de l'action et rappel des objectifs de départ

Dans le cadre du projet AGLAE, Terre des Hommes France s'est alliée avec ASTER International et Ethnik.org pour réaliser et mettre en œuvre un projet au Bénin et au Togo. Dans les deux cas, il s'agissait d'insérer professionnellement des femmes dans le secteur de l'artisanat, en tenant compte de leur environnement social et familial, tout en favorisant leur autonomisation économique et sociale.

En fin d'année 2, après accord du Ministère des Affaires Etrangères, Terre des Hommes France a décidé de se désengager du projet au Bénin, en confiant le reste des activités à ASTER International. La troisième année du projet a donc été, pour Terre des Hommes France, uniquement consacrée au projet AGLAE au Togo.

Objectif principal

Au Togo, en partenariat avec les associations SOTCHI (Kara) et CAGED (Lomé), l'objectif principal du projet visait à insérer économiquement et socialement des femmes dans le secteur de l'industrie et de l'artisanat.

CAGED /Lomé: installation professionnelle de jeunes femmes formées dans des secteurs traditionnellement réservés aux hommes (artisanat technique et industriel), en tendant vers le formel.

SOTCHI/Kara : insertion professionnelle de jeunes femmes rurales dans la transformation et la conservation alimentaire ainsi que dans le secteur de la boulangerie-pâtisserie, en tendant vers l'organisation en coopératives économiques.

Objectifs spécifiques

- Etablir le diagnostic de la situation initiale des capacités techniques et professionnelles et des revenus économiques des femmes cibles ;
- Former et accompagner les femmes artisanes dans le renforcement de leurs capacités professionnelles en vue de leur insertion professionnelle et/ou de la création de micro-entreprises ;
- Contribuer à l'intégration de l'approche genre dans les ONG porteuses de projets ;
- Etablir le diagnostic initial en matière de genre et suivre l'évolution des rapports hommes-femmes dans les ménages, les communautés et lieux de travail des femmes bénéficiaires et contribuer à la résolution des conflits potentiels qui pourront naître de cette évolution résultant de l'insertion économique et sociale des femmes;
- Réaliser des actions de plaidoyers :
 - Au niveau de SOTCHI, auprès des autorités administratives et traditionnelles en vue de l'accès au foncier et de la reconnaissance du métier de transformation agro-alimentaire.
 - Au niveau de CAGED, auprès des autorités administratives, des opérateurs économiques et des patrons artisans en vue de la facilitation de l'installation et/ou de l'emploi salarié des femmes artisanes formées (insertion économique).

Relecture des textes constitutifs de CAGED et de SOTCHI en tenant compte des préoccupations de genre												
Mobilisation et sensibilisation des groupes cibles de base au niveau des deux structures sur les questions de genre (causeries-débats, focus-groups, etc.)												
Suivi de l'évolution des rapports hommes/femmes auprès des femmes bénéficiaires												
Réalisation du parcours de vie d'un échantillon de femmes bénéficiaires, en rapport avec l'évolution de leur situation économique et sociale												
Sensibilisation de l'environnement social (ménages et communautés) et professionnel (lieu de travail) des femmes bénéficiaires sur la montée en compétence des femmes : causeries-débats, émissions médias, focus group sketches, etc.												
Appui à l'anticipation et à la gestion des conflits au sein des ménages, des communautés et lieux de travail des femmes bénéficiaires												
Organiser et suivre à Kara des actions de plaidoyer auprès des autorités locales et/ou traditionnelles sur les sujets de blocages identifiés												
Organiser et suivre à Lomé des actions de plaidoyer au niveau des autorités administratives, des opérateurs économiques et des artisans patrons d'ateliers (unités de production ou de services) sur les sujets de blocages identifiés												
organiser et mettre en place les différentes étapes du projet pour atteindre les objectifs fixés (planification)												
Coordonner et suivre les travaux des partenaires impliqués dans le projet												
Assurer la communication et le plaidoyer nécessaires autour du projet au niveau local (dans les zones d'intervention)												
Capitalisation, évaluation												

Zones géographiques couvertes par l'action

Au Togo, le projet AGLAE a été développé :

- en zone urbaine, dans le sud du pays, et plus précisément dans la capitale du pays, Lomé (Préfecture du Golfe, région maritime).

Lomé est la capitale du Togo, et les petites activités génératrices de revenus des femmes s'y développent à grande vitesse (vente de beignets, coiffure, couture, etc.), mais ne représentent souvent qu'une activité d'appoint ne leur permettant pas de vivre dignement. La demande en formation est forte, car les secteurs d'activités traditionnellement occupés par les femmes sont saturés, et le chômage sévit. Les femmes recherchent donc des secteurs d'activités qui leur permettent d'avoir un revenu décent.

- en zone rurale, dans le nord du pays, dans la région de Kara (Préfecture de la Kozah).

Les femmes accompagnées venaient de plus de 11 villages aux alentours de Kara.

Même si Kara est la deuxième ville du Togo, la région est principalement rurale, et les activités économiques sont essentiellement agricoles. Les hommes et les femmes travaillent majoritairement aux champs, mais seuls les hommes sont chargés de la commercialisation des produits. Les femmes ont donc un travail souvent très dévalorisé et ne travaillent qu'en saison de récoltes. La plupart d'entre elles, surtout les jeunes (voyant le sort réservé aux femmes de la génération précédente) envisagent de partir à la recherche d'une vie plus digne, soit vers le sud, soit vers les pays voisins. Malheureusement rares sont celles qui obtiennent une vie meilleure. Elles sont en général récupérées par les réseaux de prostitution.

Partenaires impliqués

Les ONG SOTCHI à Kara et CAGED à Lomé ont été les structures partenaires porteuses du projet au Togo. SOTCHI a entrepris depuis plusieurs années d'offrir une formation aux jeunes filles de la région, pour leur donner des perspectives d'avenir dans leur village (couture, teinture, gouvernante). Forte de son expérience et de sa connaissance du terrain, l'association souhaitait élargir son champ d'action. CAGED est une ONG œuvrant dans l'insertion par la formation professionnelle. Elle a créé un centre de formation (le CEFOP-ASA), qui dispense à la fois des formations initiales, et des formations continues, du Bac Pro au BTS dans les domaines techniques et industriels.

Au sein des 2 associations deux points focaux ont été constitués. Il s'agit d'un lieu spécialisé dans l'accompagnement individuel et collectif des femmes porteuses de projets. Une personne identifiée (accompagnatrice) et dédiée à cette tâche au sein de chacune des deux structures partenaires a accompagné et suivi les femmes souhaitant développer une activité économique et intégrer le secteur formel. Des agents d'appui aux accompagnatrices ont également intégré les points focaux afin de développer un suivi thématique approfondi (genre, structuration des activités économiques...). Une série de formations techniques consistant à conférer aux points focaux des capacités pour l'organisation de cet accompagnement a été animée par Ethnik.org et ASTER-International.

Enfin, 2 cheffes projet ont été désignées au sein des deux structures pour assurer le déroulement des activités, rendre des comptes et travailler en collaboration avec le coordinateur. Les activités de plaidoyer ont également été progressivement assurées par ces deux responsables.

Le GF2D (Groupe de Réflexion et d'Action Femme Démocratie et Développement), une ONG qui lutte pour la promotion des droits de la femme au Togo depuis 20 ans a mis à disposition du projet une personne ressource appelée experte Genre.

En concertation et en collaboration avec les responsables de projet sur le terrain et l'équipe du pôle genre en France et sur la base d'une note de cadrage de la mission, il s'agissait pour elle de suivre la

mise en œuvre de la stratégie de genre par un appui technique et l'apport de conseils continus aux responsables de projets.

En France, Terre des Hommes France, ASTER International et Ethnik.org étaient les partenaires techniques du projet. ASTER International a joué un rôle important dans la mise en place du processus d'accompagnement social. Ethnik.org a assuré l'accompagnement des équipes concernant la création et gestion d'unités économiques. Quant à Terre des Hommes France, en tant que porteur du projet, l'association a joué un rôle de suivi, d'appui-conseil, et de renforcement technique.

Groupes cibles mobilisés : nature, nombre

A Lomé (au niveau du CAGED) :

Le groupe cible sélectionné était au départ des jeunes femmes et filles d'âge compris entre 20 et 30 ans, voire plus. Ces femmes avaient reçu précédemment (sur le tas ou dans des centres spécialisés) une formation professionnelle dans des filières techniques, traditionnellement réservées aux hommes et qui, pour des raisons diverses, n'avaient pas encore d'emploi et encore moins dans les secteurs pour lesquels elles avaient été formées. S'installer à leur propre compte (en créant leurs unités de production de biens ou de services) ou être employées dans les secteurs/filières professionnels pour lesquels elles ont été formées, constituaient donc les axes d'insertion socioprofessionnelle et économique vers lesquels elles s'orientaient.

Le projet, au niveau de CAGED, prévoyait de toucher 100 femmes sur les trois ans. En début d'année 3, suite aux recommandations du comité de pilotage du FSP du 30 septembre 2011, il a été décidé de ne pas former d'autres femmes et de se concentrer sur l'insertion professionnelle des femmes déjà formées en années 1 et 2. **Le projet aura donc permis de former et accompagner au total 63 femmes.**

A Kara (au niveau de SOTCHI) :

Le groupe cible représentait des femmes rurales en difficulté ayant choisi d'évoluer professionnellement dans la transformation/conservation de produits agricoles (fruits et légumes) et dans la boulangerie/pâtisserie comme activités génératrices de revenus à structurer progressivement en micro-entreprises économiques individuelles ou collectives et ainsi passer dans le secteur de l'économie formelle.

45 femmes ont été formées par l'équipe du projet pour dupliquer leurs connaissances techniques (transmission des acquis) auprès de 300 femmes (au lieu de 200 prévues) au sein de 11 villages. Si 300 femmes ont été formées au sein des villages par les 45 femmes « duplicatrices », cela s'explique par la volonté d'un plus grand nombre de villageoises ayant souhaité participer aux ateliers locaux contrairement aux prévisions réalisées en début de projet. **Après les deux premières années, 103 femmes ont souhaité se regrouper pour constituer des unités économiques (11 groupements).**

De même que pour les femmes de Lomé, il a été décidé de ne pas former davantage de femmes en année 3 à Kara mais de mettre en place un accompagnement approfondi auprès de celles-ci pour assurer le lancement de leurs groupements.

LOME

- 63 femmes formées et accompagnées, dont :
- 4 femmes ont monté leur entreprise
- 45 femmes sont employées durablement
- 6 femmes sont employées de manière précaire (chantiers, dépannage...)
- 4 femmes ont souhaité poursuivre une formation approfondie, dont 2 se sont réorientées vers la filière commerciale
- 4 femmes sont sans emploi à la fin du projet

KARA

- 45 femmes formées à la formation endogène
- 300 femmes formées
- 103 femmes intégrées au sein de 11 groupements

Actions réalisées

Il y a 3 ans que le projet soutenu par Terre des Hommes, en partenariat avec les associations togolaises CAGED et SOTCHI a commencé. Cette action innovante, intégrée au sein du consortium AGLAE du Fond de Solidarité Prioritaire lancé par le Ministère des affaires étrangères avait pour objectif de **renforcer l'insertion économique et sociale de femmes artisanes au Togo (métiers techniques de l'industrie : soudure, mécanique, chaîne du froid, peinture..., transformation et conservation alimentaire, boulangerie-pâtisserie) tout en intégrant une approche genre pour favoriser l'égalité entre les hommes et les femmes et lever les blocages socio-culturels freinant l'autonomisation des femmes.**

Les équipes de CAGED et SOTCHI (points focaux) ont d'abord été formées par Aster International à l'accompagnement social alors qu'Ethnik.org a pris en charge leur formation concernant le montage de micro-entreprise (plan d'affaire, gestion...). En tant qu'accompagnateurs endogènes, les points focaux ont ensuite appliqué les connaissances acquises auprès des femmes cibles du projet. Celles-ci ont en parallèle été formées aux techniques liées aux métiers industriels et agro-alimentaires. Grâce à l'appui d'une experte genre, des séances de sensibilisation sur les questions d'égalité hommes-femmes ont été dispensées tout au long du projet permettant de lever les blocages socio-culturels freinant l'autonomisation des femmes. Terre des Hommes France était un des acteurs de ce processus multidimensionnel, l'association a proposé des outils de gestion de projet avec l'appui d'un coordinateur local.

Aujourd'hui, grâce à la cohésion de cette multitude d'acteurs du Nord et du Sud, 363 femmes ont été formées et accompagnées pour s'insérer dans la société, elles jouissent désormais d'un emploi (pour la majorité d'entre celles qui ont décidé de poursuivre leur implication du projet après les formations initiales), d'une confiance retrouvée et d'une place valorisée au sein de leur foyer, de leur groupement économique ou encore de leur entreprise. Par leur engagement et leur investissement, les femmes, mais également leurs communautés ont montré cette volonté de contribuer au changement pour permettre à toutes et à tous de vivre dignement.

Afin de ne pas être trop redondant dans l'analyse et au vu des rapports annuels transmis chaque année, ce rapport présente de manière synthétique les activités réalisées, au regard des indicateurs globaux de genre établis collectivement avec le Pôle Genre dans le cadre du programme AGLAE.

Formations techniques et autonomisation professionnelle

Dans le cadre du projet, 363 femmes ont pu accéder à des formations techniques professionnalisantes.

Année 1

- Formations initiales et remise à niveau dans les domaines techniques, industriels et agroalimentaires
- Formation et restitution dans les villages de la région de Kara dans le domaine agroalimentaire
- Suivi et accompagnement en vue de l'insertion et de la création d'unités économiques

Année 2

- Suite des remises à niveau dans les domaines techniques, industriels
- Suivi et accompagnement en vue de l'insertion et de la création d'unités économiques
Année 3
- Formations complémentaires et appui à la préparation de diplômes

A Kara,

-45 femmes ont suivi une formation initiale en boulangerie-pâtisserie et transformation/conservation de fruits et légumes, devenant ainsi des formatrices endogènes au sein de 11 villages de la région de Kara

-300 femmes ont été formées dans le domaine de la boulangerie-pâtisserie et la transformation/conservation de fruits et légumes dans 11 villages de la région de Kara

Ces formations ont permis aux femmes de découvrir et maîtriser des processus de fabrication de produits alimentaires et de maîtriser les normes d'hygiène associées. **Ces connaissances théoriques et pratiques étaient le prérequis à la création de groupements économiques.** 9 femmes ont passé et obtenu le Certificat de Fin d'Apprentissage en boulangerie – pâtisserie, jouissant ainsi d'une reconnaissance d'un diplôme officiel et d'un enregistrement auprès de la chambre des métiers.

A Lomé,

- 63 femmes ont été formées aux métiers de l'industrie et du secteur technique (mécanique, chaîne du froid, peinture, soudure).

Il s'agissait avant tout d'une remise à niveau des femmes qui avaient déjà une connaissance de leur métier acquise sur le tas ou dans un organisme spécialisé mais n'en avaient qu'une maîtrise parcellaire. A la suite des formations 6 femmes ont choisi de poursuivre leur formation et de valider des examens (brevet technique, CAP) dont 2 ont choisi de s'orienter vers la filière commerciale.

Les formations techniques et les modules complémentaires (gestion entrepreneuriale, législation du travail et empowerment) ont permis de créer de nouvelles opportunités d'insertion professionnelle et donc des sources de revenus pour les femmes du projet. La maîtrise et l'exercice pratique des différents métiers appris étaient parmi les moyens choisis pour initier également des changements dans leur vie économique et sociale.

Insertion professionnelle, accompagnement et autonomisation dans le domaine économique

Les femmes formées ont progressivement réussi à s'insérer dans le monde professionnel et s'autonomiser en terme économique.

Année 1
- Recherche de lieux d'installation et définition des stratégies de production et de vente
Année 2
- Suivi et accompagnement en vue de l'insertion et de la création d'unités économiques
- Sessions de formation et création entrepreneuriale, plans d'affaire
- Accompagnement à la structuration des unités économiques, recherche de financement
Année 3
- Suivi et accompagnement des unités économiques et des femmes employées
- Modules complémentaires sur la législation du travail, la gestion entrepreneuriale, plans d'affaires

A Kara, 11 groupements économiques ont été créés au sein desquels 103 femmes travaillent désormais quotidiennement pour produire et vendre du pain, des gâteaux, des conserves, des jus et des confitures. Ces femmes sont organisées sur le mode associatif avec une présidente et une trésorière. Les décisions se prennent collectivement. Les revenus supplémentaires générés ont

évolué progressivement. Si au départ ces revenus étaient majoritairement thésaurisés pour investir dans du matériel ou rembourser le micro-crédit alloué, les femmes ont compris la nécessité de répartir une partie des bénéfices aux travailleuses afin qu'elles puissent jouir des fruits de leur travail et en faire bénéficier leur famille en améliorant leurs conditions de vie.

Tout au long du projet les femmes ont été accompagnées par le point focal de SOTCHI qui a proposé des outils pour structurer les groupements (procès-verbaux pour l'officialisation des groupements, fonctionnement interne et répartition des rôles...) et apporter des solutions aux conflits suscités par les évolutions au sein de la communauté.

A Lomé, 4 femmes ont créé leur entreprise (soudure, mécanique) et 51 femmes sont aujourd'hui employées au sein d'entreprises ou d'ateliers. Elles ont été accompagnées de manière régulière par le point focal de CAGED qui les a appuyées dans le montage de leur projet, leur installation et le bon déroulement de leur insertion professionnelle.

Dans les deux lieux d'intervention, **des micro-crédits ont été contractés par les femmes (4 entrepreneures et 11 groupements) afin de pouvoir acquérir le matériel technique dont elles avaient besoin pour leur installation et constituer un fond de roulement pour le bon fonctionnement de leur unité économique.** Un lieu de travail a également été identifié pour les installations des femmes, suite à des discussions entre ces dernières, les points focaux et les propriétaires de terrain ou de locaux. Ces négociations ont permis la donation officielle (titre de propriété) ou la mise à disposition à titre gracieux de certains terrains facilitant ainsi l'installation et la pérennisation de l'activité.

De manière générale, et bien que les femmes ne souhaitent/pouvaient pas chiffrer précisément l'évolution de leurs revenus, **on peut affirmer que le démarrage d'activités économiques a permis à ces femmes d'augmenter leurs revenus. Grâce à leur nouvelle activité économique elles participent désormais aux dépenses du foyer et couvrent les frais quotidiens** (amélioration de la quantité des rations et de la qualité des aliments, achat des vêtements de la famille, participation à la réfection des habitations, participation aux frais de santé et de scolarité...). **Des bénéfices non monétaires ont également été générés** puisque en réalisant une activité économique formelle, les femmes sont reconnues et valorisées au sein de leur foyer et de leur communauté. Elles peuvent ainsi prendre part à la vie sociale de leur environnement.

Diagnostic, sensibilisation, accompagnement et plaidoyer pour l'égalité femmes-hommes

Suite à la réalisation d'un diagnostic participatif intégrant le genre (réalisé par chaque point focal assisté par les partenaires techniques, d'après une méthode d'Aster International - et l'experte genre) des indicateurs sexo-spécifiques sur la situation professionnelle, économique et sociale des femmes cibles du projet ont été mis en exergue. Ce travail préalable a représenté la base des activités liées au genre sur le projet. En effet, il a permis de définir des axes stratégiques d'intervention (cibler les femmes, mais également leurs maris, leurs communautés, leurs futurs employeurs, définir les thématiques à aborder) donnant lieu à un plan d'action adapté à chaque contexte. Tous les procédés mis en œuvre avaient pour but de tenter de lever les pesanteurs socio-culturelles (relations inégales basées sur des stéréotypes de genre) freinant l'insertion professionnelle et socio-économique des femmes.

Formations et suivi des équipes du projet

Année 1
<ul style="list-style-type: none">- Participation au séminaire FSP de Ouagadougou sur le genre- Formation aux méthodes d'intégration de l'approche genre dans le projet (TDHF – ASTER et experte genre), élaboration du diagnostic participatif genre et accompagnement

Année 2
<ul style="list-style-type: none"> - Accompagnement sur la création d'indicateurs « genre » + analyse des résultats du diagnostic participatif - Formation spécifique des points focaux sur l'accompagnement individuel et collectif + outils de suivi des situations des femmes (parcours de vie) - Organisation du séminaire FSP à Lomé
Année 3
<ul style="list-style-type: none"> - Participation au séminaire FSP à Ouagadougou - Formation d'animateurs et d'animatrices endogènes à Kara sur les questions d'égalité - Appui sur l'application des suivis de parcours de vie - Rapports et capitalisation, restitutions

Déclinaison des outils et méthodologie de l'approche genre + plaidoyer

Année 1
<ul style="list-style-type: none"> - Réalisation des diagnostics participatifs, dépouillement et analyse des données
Année 2
<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'outils de suivi des situations individuelles des femmes - Relecture des textes constitutifs des organisations partenaires - Sessions de causeries et sensibilisations (appui des hommes à la compréhension et l'acceptation de la montée en autonomie des femmes, accompagner des femmes à mieux cerner la problématique de la scolarisation, suivi de l'évolution des rapports hommes/femmes dans les ménages, les milieux de travail, les communautés, appui des autorités traditionnelles, notamment pour l'acquisition de terres...) - Plaidoyers pour la prise en compte des besoins des femmes du secteur industriel et technique auprès des pouvoirs publics et des acteurs économiques / plaidoyer pour l'accès à la terre auprès des chefs traditionnels et reconnaissance officielle du métier de transformatrices
Année 3
<ul style="list-style-type: none"> - Rapports et capitalisation, restitutions et évènement de clôture - Formations et relecture des textes constitutifs des organisations partenaires - Sessions de causeries et sensibilisations (l'autonomisation des femmes, le mariage civil, les droits successoraux et le travail décent, l'éducation égalitaire entre garçons et filles, le partage des responsabilités entre hommes et femmes et l'accès au foncier) - Gestion des conflits émergeant suite à l'autonomisation des femmes - Sensibilisation des chefs de village pour l'accès au foncier des femmes - Participation à des évènements publics pour la sensibilisation du grand public à la formation et l'insertion des femmes - Plaidoyers pour la prise en compte des besoins des femmes du secteur industriel et technique auprès des pouvoirs publics et des acteurs économiques + grand public/ plaidoyer pour l'accès à la terre auprès des chefs traditionnels et reconnaissance officielle du métier de transformatrices

Suivi des parcours de vie et accompagnement

Afin de suivre l'évolution des situations des femmes cibles du projet, des entretiens (issus des analyses des diagnostics participatifs intégrant le genre) ont été menés à plusieurs reprises (3 fois auprès d'un échantillon d'une trentaine de femmes). **Ces suivis de parcours de vie analysant les progressions constatées au niveau de la situation au sein de la famille, en termes d'activité économique et d'insertion dans la société, tout comme les blocages rencontrés, ont permis de mettre en place un accompagnement de proximité, collectif et/ou individuel.** Lors de ces accompagnements qui ont touché 266 femmes (63 à Lomé et 103 à Kara), les équipes du point focal ont abordé l'évolution de la situation des femmes par rapport à la dernière rencontre, les difficultés rencontrées et tenté de leur permettre de trouver des solutions par elles-mêmes. Les femmes se sont ainsi senties épaulées tout au long du projet, obtenant des conseils aussi bien sur des questions en lien avec leur nouvelle activité économique que sur des interrogations ou des problèmes d'ordre plus personnel (conflits familiaux notamment).

Après 3 ans d'activités, une restitution publique en présence de toutes les femmes accompagnées a été réalisée par chaque point focal faisant état des évolutions constatées à la suite du projet. **De**

manière générale, les femmes ont vu leur situation améliorée par l'accès à une formation, les opportunités d'insertion ou d'installation professionnelle favorisant l'amélioration de leurs conditions de vie. L'accompagnement social est décrit par les femmes comme un appui essentiel qui leur a offert un espace de parole, de renforcement de leur confiance personnelle et la motivation pour entreprendre des changements importants notamment concernant l'application au quotidien des enseignements transmis lors des formations sur le genre.

Formations et sensibilisations

Dès la première année du projet, et de manière croissante, **des ateliers ont été initiés par les points focaux pour impulser l'évolution des rapports hommes/femmes dans les ménages, les milieux de travail et les communautés.** Au travers des formations (50 formateurs endogènes, dont 25 hommes et 25 femmes à Kara) et des sensibilisations (causeries-débats, focus groups) les questions d'égalité femmes-hommes ont été abordées (thématiques : les stéréotypes liés au genre, le mariage civil, les droits de succession, l'accès au foncier, la répartition des tâches ménagères...). Si le démarrage des activités a souvent été marqué par des crispations de certains participants, les débats ont permis de faire évoluer progressivement les mentalités vers une plus grande ouverture d'esprit.

Environ 50 conjoints ont participé aux formations et sensibilisations de Kara et de Lomé, ainsi que 9 chefs de villages à Kara. Concrètement ces interventions menées de manière répétée au cours du projet ont favorisé des évolutions significatives telle que la répartition des tâches ménagères au sein des foyers permettant aux femmes de réaliser une activité économique formelle (avant le projet les femmes passaient la majorité du temps au sein de leur foyer à gérer les tâches ménagères, les enfants... Aujourd'hui elles ont la possibilité de quitter leur foyer pour aller travailler à l'extérieur). Avant le projet les femmes ne participaient pas à la prise des décisions au sein du foyer et encore moins de la communauté. Grâce aux sensibilisations des femmes et des hommes ainsi qu'à l'insertion économique des femmes (qui contribuent aux dépenses du foyer grâce à leurs nouveaux revenus), **les mentalités ont évolué. Ainsi, les femmes expliquent qu'aujourd'hui elles ont acquis le droit de prendre des décisions au sein de leur foyer** (choix dans l'éducation des enfants, organisation et fonctionnement du foyer, répartition des tâches...). De plus, **les femmes sont devenues des décideurs au sein de leurs groupements économiques** (décisions collégiales sous la responsabilité d'une présidente concernant l'orientation et l'organisation de la production, de la répartition des bénéfices...) ou de leurs propres entreprises. Enfin, **les femmes sont aujourd'hui mieux insérées dans les organisations associatives ou institutionnelles de leur communauté.** Nombreuses sont celles qui sont engagées dans des structures d'aide communautaire. D'autres expliquent avoir été approchées par les organes de décisions à l'échelle locale pour apporter des conseils organisationnels (lancement de groupement économique, appui la production alimentaire...). **Les femmes du projet représentent au niveau local des modèles, des personnes ressources sur qui l'on veut aujourd'hui compter pour développer la vie communautaire.**

En parallèle, sur les deux dernières années du projet, les partenaires CAGED et SOTCHI ont été accompagnés pour réviser leurs statuts ainsi que leur fonctionnement et intégrer l'approche genre au sein de leurs structures.

Terre des Hommes France a également été impactée à ce sujet dans le sens où après que le Conseil d'Administration ait pu participer à une sensibilisation sur la thématique du genre, un positionnement interne a été adopté sous la forme d'une charte promouvant l'égalité entre hommes et femmes. Rejoignant le document stratégique de partenariat, cet outil affirme la volonté de l'association d'œuvrer pour la défense et la promotion de l'égalité dans ce domaine tout en incitant également ses partenaires sur les projets de solidarité internationale à s'en inspirer fortement.

Actions de plaidoyer

Pour assurer la promotion et l'application de l'égalité et des droits des femmes plusieurs actions de plaidoyer ont été menées auprès de décideurs politiques et économiques ainsi que du grand public.

A Lomé, sous la responsabilité de la cheffe projet les plaidoyers ont été axés vers la sensibilisation des pouvoirs publics pour que l'accès à la formation professionnelle dans les domaines techniques et industriels prenne en compte les femmes. CAGED a rencontré à plusieurs reprises la Ministre de la Promotion de la Femme du Togo afin de la sensibiliser sur l'appui nécessaire à la formation des femmes dans les secteurs de l'artisanat.

Le Ministre de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle a également été rencontré à diverses reprises. Il s'agissait de faire aboutir les revendications des associations de formation professionnelle dans le secteur de l'artisanat auprès des différents conseils des Ministres (augmentation des soutiens financiers de l'Etat, valorisation du travail des associations, appui technique pour l'insertion des étudiants...).

Ces rencontres ont favorisé la prise de conscience de la part des pouvoirs publics concernés de la nécessité d'entreprendre des politiques actives dans le secteur de la formation professionnelle des femmes. Les ministres se sont montrés particulièrement attentifs et comme preuve de leur investissement, ils ont facilité la participation de CAGED à plusieurs événements publics pour la promotion de la femme ainsi que les contacts avec certains acteurs institutionnels et économiques (ANPE, Chambre du Commerce et de l'Industrie, employeurs) permettant de faciliter l'insertion professionnelle des femmes du projet.

L'équipe projet a été invitée par le Ministère de la Promotion de la Femme à participer à plusieurs événements tel que la journée de la femme. 20 femmes artisanes étaient présentes afin de faire part de leurs parcours dans le cadre du projet. Les débats fructueux ont permis aux participants de noter la place importante des femmes dans la société, ainsi que la nécessité du travail d'accompagnement pour valoriser leur parcours personnel et professionnel.

En parallèle, CAGED a rencontré de nombreuses entreprises du secteur industriel pour faciliter l'embauche des femmes du projet, en travaillant avec ces employeurs à déconstruire les stéréotypes laissant penser que ce domaine était réservé aux hommes. Plus d'une dizaine d'entreprises ont répondu positivement aux sollicitations de l'association et ont favorisé le recrutement de femmes au sein de leur structure à la suite des actions de plaidoyer.

Enfin, dans l'objectif de rendre le projet visible et lisible par un maximum de personnes (acteurs politiques, économiques mais également le grand public), une conférence de presse et un film documentaire ont été réalisés et diffusés de manière étendue (radio, télévision locale, diffusion sur des événements publics).

A Kara, le plaidoyer a été axé d'une part sur **la reconnaissance du métier de transformatrice au niveau des autorités administratives.** Des démarches auprès de la chambre des métiers régionale ont été entamées dès l'année 2 du projet. Il s'est avéré que pour la reconnaissance officielle d'un nouveau métier le processus était assez long et complexe. En effet, outre le constat que l'activité est réalisée de fait par plusieurs acteurs au niveau national, un protocole de formation doit être proposé. Suite à cela l'équipe de SOTCHI a opté pour **la création d'un réseau national d'appui aux transformateurs-trices agro-alimentaires regroupant plusieurs associations réparties sur le territoire pour renforcer leurs revendications.** Ainsi, le réseau REATA¹ a été officialisé en 2012. Dans son plan d'action le réseau insiste sur la reconnaissance officielle du métier ainsi que sur la mise à disposition de moyens pour la promotion de l'activité et des moyens matériels pour les acteurs intervenant dans ce domaine. Le plaidoyer a donné lieu à l'émergence d'une structure de revendication des droits et de promotion du métier au niveau national. Si le métier n'est pas actuellement reconnu, les outils pour sa reconnaissance future sont en place.

D'autre part, l'équipe de SOTCHI a travaillé à **rendre effectif l'accès au foncier pour les femmes en négociant avec les autorités traditionnelles (chefs de villages et chefs de cantons).** Suite à des rencontres répétées avec les personnes concernées, **les femmes du projet ont pu obtenir la mise à disposition de terrains pour installer leur unité économique** (local de transformation et de vente, four à pain) et même la cession d'actes de propriété à titre gracieux (7 terrains). **Les femmes ont**

¹ Réseau d'Appui au métier de Transformation Agroalimentaire

ainsi pu bénéficier de moyens pour pérenniser leurs activités. Les chefs de villages ont également pris en compte la nécessité d'appliquer au niveau local les droits des femmes concernant l'accès à la propriété (droits successoraux égalitaires inclus dans les prérogatives du mariage civil).

Rapports sur le suivi de parcours de vie et capitalisation

Dans le cadre des actions de **suivi de parcours de vie des actrices cibles du projet** (Diagnostic Participatif sur le Genre, suivi et rencontres régulières, enquêtes collectives et/ou individuelles pour mesurer l'évolution de la situation, restitution...), un rapport a été rédigé par chaque association partenaire du Sud. **Y sont présentés le contexte et les détails de la procédure de suivi, ainsi que les difficultés et les réussites de ce processus novateur, très apprécié et bien intégré par les équipes du projet ainsi que les actrices cibles.**

Afin favoriser l'appropriation de certaines bonnes pratiques du projet, les améliorer et les faire partager, des **outils de capitalisation** sous forme ont été rédigés par les deux partenaires togolais. Ces supports mettent en exergue l'accompagnement réalisé au cours des trois ans du projet dans le domaine du suivi de **l'évolution des situations sociales et de l'appui à l'évolution de la situation économiques des actrices cibles du projet.**

Ces rapports et outils font l'objet d'une **consolidation et d'une synthèse par Aster International** qui a suivi de près la mise en œuvre des processus et la rédaction des outils de capitalisation.

Commentaire

Au terme de l'année 1, les bases du projet ont été installées (constitution et formations des équipes du projet, définitions des processus d'accompagnement, démarrage des activités de formation) mais certaines activités restaient inachevées (formations initiales et restitutions formatives dans les villages à Kara, remise à niveau technique du groupe 2 à Lomé, finalisation des diagnostics participatif intégrant le genre, accompagnement économique) suite à des contraintes organisationnelles et programmatiques que peut connaître tout projet à son démarrage.

Des mesures correctives ont été prises en début d'années 2 et 3 pour parer à cette situation. L'équipe projet, avec l'appui de TDHF, a consacré du temps au début de chaque année à l'élaboration d'une planification détaillée des activités de l'année, ce qui a permis par la suite une meilleure organisation du travail, et plus d'efficacité dans les actions. Cette organisation et évaluation progressive des activités menées, des difficultés rencontrées et des réorientations à apporter a permis une réalisation dans les temps et la finalisation de toutes les activités programmées avant la clôture du projet.

Dès l'année 2 des résultats satisfaisants ont été constatés avec l'insertion des premières femmes formées au cours du projet, la poursuite des formations auprès d'une nouvelle promotion de femmes à Lomé, la restitution en cascade des formations dans les villages à Kara, les premières sensibilisations sur le genre, la mise en place effective des accompagnements sociaux et économiques ainsi que le démarrage des actions de plaidoyer.

Au terme de l'année 3, toutes les activités planifiées ont été réalisées. Les femmes accompagnées lors de cette période ont pu lancer leurs activités économiques au sein de leurs groupements (11 groupements, soit 103 femmes actives dans la région de Kara), trouver un emploi (51 femmes à Lomé) ou créer leur propre entreprise (4 entrepreneures à Lomé). La tâche n'était pas aisée car les femmes ont rencontré des réticences à tous les niveaux (familial, professionnel, économique...).

370 femmes auront pu accéder aux formations et accompagnement de la part du projet, et si toutes ne sont pas aujourd'hui insérées, leur participation active tout au long des activités constitue en soi une réussite du projet puisque ces femmes ont renforcé leurs capacités techniques mais également leur confiance et leur estime de soi. A ce titre, nous pouvons être fiers des résultats du projet en termes d'insertion économique et sociale dans un contexte complexe. En effet, le contexte national

marqué par le délabrement avancé du tissu économique et l'exigüité des opportunités entrepreneuriales, d'offres d'emplois salariés et d'accès aux micros crédits constituaient des éléments de frein prévisibles pour une optimisation des objectifs et impacts positifs envisagés par le projet dans son ensemble. C'était l'une des craintes majeures des équipes et partenaires de base du projet au Togo. Cependant, dans le cadre des formations et des accompagnements, les équipes du projet ont su être suffisamment attentives à chacun des problèmes et blocages rencontrés par les femmes pour y apporter des solutions adaptées. Cela a nécessité de multiplier les efforts, d'adapter les objectifs notamment en réduisant le nombre de femmes formées pour apporter un suivi plus rapproché ou encore de réduire les groupes formés et accompagnés pour mieux écouter et s'adapter à leurs besoins. Le temps de formation et d'accompagnement a donc été plus long, mais a permis un suivi personnalisé et une attention à chacune des femmes du projet.

De plus, coupler les actions d'insertion économique avec les actions de sensibilisation sur le genre (causeries, débats...) a également permis de lever les blocages identifiés comme freinant l'insertion économique des femmes tout en favorisant leur insertion sociale (participation à la vie du foyer, de la communauté, respect des droits...). Il en va de même pour les actions de plaidoyer qui ont permis de reconnaître les femmes comme de véritables actrices économiques et sociales de leur communauté, tout en réaffirmant les droits qui sont les leurs (droit à la formation et l'insertion professionnelle, droit à la reconnaissance officielle de leur travail, droit à l'accès au foncier...).

Il ressort à la lumière de ces différentes analyses que les objectifs du projet et les stratégies d'action étaient donc pertinentes par rapport aux défis d'insertion professionnelle, économique et sociale et d'autonomisation des femmes artisanes cibles du projet.

2/ LES MOYENS

Exposé schématique des moyens mis en œuvre

Le détail schématique des moyens mis en œuvre est présenté ci-dessous pour chaque poste de dépenses du compte-rendu financier établi séparément. Le bilan des moyens mis en œuvre reprend la totalité des 3 années d'activités et donc certains coûts liés aux activités au Bénin sur les 2 premières années. Ceux-ci sont en italique dans le tableau afin de les différencier de ceux concernant le Togo.

DENOMINATION	DETAILS
Investissements immobiliers	Valorisation des mises à disposition d'un local pour la transformation à Kara
Investissement technique et mobilier	Equipement des locaux pour la réalisation des activités de formation / les points focaux, les cheffes projet et le coordinateur (bureautique, motos...)
Transferts financiers	<i>Fonds de garanties pour les prêts accordés aux femmes du projet Bénin</i>
Fournitures et consommables	Fournitures de bureau, documentation et reproduction, entretien motos + matériel informatique, communication téléphone et internet
Conceptions, études, expertises Nord	<i>Diagnostic participatif intégrant le genre, participation experte genre au Bénin</i>
Etudes, expertise sud	Forfait lié au travail de l'experte genre au Togo (suivi régulier, planification activités genre, appui technique et conseils)
Personnel local	- 3 personnes à temps plein (2 accompagnatrices aux points focaux et 1

	coordinateur) - 7 personnes ressources à temps partiel (2 cheffes projet et 3 agents d'appui aux accompagnatrices, membres des deux structures SOTCHI et CAGED)
Formations	Formations techniques et remise à niveau (secteur industriel et technique, transformation et conservation agroalimentaire, boulangerie-pâtisserie) Modules complémentaires (législation, entrepreneuriat, empowerment) Accompagnement (recherche d'emploi, installation, structuration des unités économiques)
Services extérieurs à l'ONG	<i>Intervention de femmes professionnelles au sein de la maison des femmes au Bénin</i>
Missions de courte durée	Déplacements de la chargée de mission de Terre des Hommes France pour la planification, le suivi et la clôture du projet
Appui, suivi et contrôle	Prise en charge des frais de fonctionnement du coordinateur (déplacements à Kara et Lomé auprès des équipes projets)
Evaluation	Réalisation d'une évaluation de fin de projet, recrutement d'un cabinet externe (forfait : salaires, frais de fonctionnement)
Capitalisation	Prise en charge des frais liés à la création d'outils de capitalisation (réunions, déplacement, production...)
Autres	Mise à disposition de fonds via 2 instituts de micro-crédit pour l'installation des entreprises et unités économiques des femmes (équipement léger, fonds de roulement)
Actions locales de plaidoyer	Activités de sensibilisation auprès des pouvoirs publics, des autorités traditionnelles, des acteurs économiques, du grand public, pour lever les blocages à l'insertion socio-économiques des femmes
Actions locales spécifiques genre	Formations et sensibilisations sur le genre, animation causeries-débats, focus groups auprès des femmes et de leur environnement social et professionnel
Communication	5000 euros année 2 pour la participation aux frais de la publication trimestrielle de Terre des Hommes France « Défi » (numéro spécial sur le projet)
Divers et imprévus	Appui comptabilité année 2 / réunions de coordination avec tous les acteurs du projet / participation à l'atelier régional de Lomé année 2 / agios et frais de transferts financiers année 3
Frais administratifs	Participation aux coûts de gestion et de fonctionnement de Terre des Hommes France

Commentaire sur la qualité des moyens et leur adaptation au projet

Les investissements matériels ont pour la majeure partie été réalisés en première année de projet. En cours de deuxième année, des dépenses non prévues ont été réalisées, notamment pour aider les femmes des groupements à acquérir un four à pain pour leur activité de boulangerie.

Il n'y a pas eu d'investissements majeurs en année 3 du projet, excepté les fonds octroyés aux femmes pour leur installation (une partie des fonds en subvention directe pour l'achat de matériel léger, l'autre partie via la mise à disposition d'un micro-crédit avec l'appui d'instituts de micro-finance comme précisé ci-dessous).

Lors du montage du projet, le Ministère des affaires étrangères et européennes a imposé au projet Togo de diminuer son budget de près d'1/3. En conséquence, lors de la première année, les organisations togolaises ont souffert de cette coupe budgétaire, qui a amputé essentiellement leurs frais de fonctionnement et les frais de formations professionnelles. Pour cette raison, le nombre de bénéficiaires avait dû être diminué. D'autres moyens non pris en charge par le projet ont été

nécessaires pour la bonne marche des activités², ils ont le plus souvent été fournis bénévolement par les acteurs du projet.

Les rallonges budgétaires et reports à nouveau accordés par le MAEE en début d'année 2 puis en année 3 ont permis un meilleur fonctionnement des activités, et une souplesse dans l'accompagnement des femmes, gage de la réussite du projet. Le fonctionnement en binôme des points focaux s'est avéré tout à fait efficace, et a permis de répartir les rôles de manière sexuée (les hommes sont plus à l'aise lorsque l'intervenant est masculin, et réciproquement pour les femmes). La rallonge budgétaire accordée par le MAEE en début d'année 3 a permis d'offrir un soutien financier complémentaire aux femmes qui souhaitaient s'installer professionnellement, que ce soit à Kara ou à Lomé. Ainsi, via le partenariat avec des instituts de micro-finance, des micro-crédits ont été accordés aux groupements de Kara et aux entrepreneures de Lomé (pour l'achat de matériel et la constitution d'un fond de roulement). Dans la région de Kara, à la fin du recouvrement des crédits des groupements, les fonds seront reversés aux groupements (inscrit dans le contrat avec le partenaire pour constituer un fond de roulement ou le développement des activités). A Lomé, un acte de cession des fonds pour micro-crédit a été passé entre Terre des Hommes France et CAGED, cette dernière s'engageant à réutiliser les fonds pour les mettre à disposition de femmes entrepreneures suivies par l'association. Par ailleurs, cela a permis un meilleur fonctionnement des activités, une souplesse dans l'accompagnement des femmes, la réalisation d'évènements de clôture démontrant l'importance du projet et sa réussite, et un suivi plus rapproché par Terre des Hommes France (mission supplémentaire).

Concernant les investissements réalisés pendant le projet, il a été convenu, en accord avec le financeur, que le matériel acheté durant le projet soit cédé (acte de cessions d'actifs) aux associations de CAGED et SOTCHI ainsi qu'à la Plateforme de promotion des Droits économiques, sociaux et culturels du Togo (matériel utilisé par le coordinateur).

Les moyens mis en œuvre pour atteindre l'objectif du projet ont été ajustés progressivement selon les besoins mis en exergue sur le terrain. Cette évolution progressive et la souplesse autorisée dans la réorientation des dépenses ont permis une adéquation entre les moyens et la réalisation efficace des activités.

3/ CONCLUSION

Points positifs et difficultés rencontrées

Points positifs

- Multiplicité d'acteurs du Nord et du Sud travaillant ensemble, valorisation de l'expertise de chacun au profit de l'autre
- Intégration du genre dans les valeurs stratégiques des partenaires du Nord
- Renforcement des compétences des associations dans leur domaine d'action (formation techniques)
- Découverte et appropriation de nouvelles thématiques et outils pour les structures porteuses du Sud (genre, processus d'accompagnement social et économique, techniques de plaidoyer, appui à l'insertion...)

² A noter particulièrement : la participation bénévole de formateurs de CAGED pour 13 des 18 femmes formées à Lomé, les formations sur l'intégration du genre dans le cycle du projet par TDHF et ASTER, le matériel de formation, les locaux de réunion. A noter également l'engagement important des organisations participantes, notamment à Kara où d'autres activités ont été menées en plus de celles prévues dans le projet.

- Adhésion et participation active des femmes cibles du projet, de leur environnement social et professionnel
- Insertion professionnelle et socio-économique réussies pour les femmes actrices du projet
- Levée de certains blocages socio-culturels qui freinaient l'ascension socio-économique des femmes (l'objectif d'accompagnement au changement des mentalités est à envisager sur un temps long)
- Création d'un projet innovant, dont certains aspects ont valeur de modèle (processus d'accompagnement, sensibilisation sur le genre, formation et intégration des femmes sur des métiers « dit d'hommes » ou encore non reconnus, association d'actions de développement et de plaidoyer...)
- Pérennisation des acquis du projet via les outils de capitalisation et la poursuite envisagée de certains volets du projet

Difficultés rencontrées

- Complexité de la coordination transversale entre de nombreux acteurs ayant des rôles différents (Nord-Sud, structure difficilement lisible / visible pour les personnes extérieures)
- Planification évolutive du projet qui a parfois été difficile à saisir pour les partenaires, adaptation aux techniques de gestion de projet progressive
- Objectif ambitieux de s'attaquer aux blocages socio-culturels, à envisager sur un temps beaucoup plus long (difficultés lors du démarrage des sensibilisations auprès de l'environnement social des femmes notamment les maris et chefs de villages de la région de Kara qui ont eu besoin de temps pour accepter de discuter avec l'équipe du projet, écouter et accorder de l'attention aux propositions d'évolution de la situation des femmes)
- Difficulté d'insertion à Lomé liée à l'obstruction du secteur industriel et difficulté d'installation des femmes entrepreneures liée aux coûts importants (matériel lourd : mécanique, soudure...)
- Peu de débouchés en termes de commercialisation des produits alimentaires dans la région de Kara, sensibilisations nécessaires pour habituer les consommateurs aux nouveaux aliments (conserves, jus, confitures), chaîne de production irrégulière (apprendre à produire régulièrement en variant les produits et non seulement selon les saisons)

Appréciation concernant l'autonomie acquise par le partenaire local

CAGED et SOTCHI ainsi que le coordinateur sur place ont progressivement acquis leur autonomie en termes de gestion de projet. Il faut rappeler que les deux associations étaient déjà actives avant le démarrage d'AGLAE (activités de formation et d'insertion de jeunes dans le secteur industriel et technique à Lomé, appui à l'insertion de jeunes filles dans la région de Kara / partenaires financiers nationaux et internationaux). Cependant, la découverte et l'appropriation de nouveaux domaines de compétences ont été très bénéfiques pour ces 2 associations et les membres des équipes du projet. Ils ont ainsi pu élargir leurs connaissances (thématique genre, processus d'accompagnement social et économique, échanges d'expérience via l'intégration d'un consortium...), améliorer leur expertise (planification et gestion de projet) et sortir renforcés dans leurs capacités d'action de développement. SOTCHI a lancé un réseau national d'appui aux transformateurs/trices agroalimentaires, s'entourant de partenaires togolais lui permettant de rendre plus visibles et donc plus efficaces ses actions en faveurs des femmes du projet (plaidoyer pour la reconnaissance du métier de formatrices au niveau de la Chambre des métiers). L'association a donc « pris son envol » et travaille aujourd'hui de manière autonome dans le domaine de l'appui à l'insertion socio-économique des femmes de la région de Kara. Pour CAGED, qui jouissait d'une reconnaissance déjà établie dans le domaine de la formation professionnelle, le projet lui a donné de nouveaux outils (techniques de plaidoyer notamment) qui font de cette ONG une structure écoutée et approchée par de nouveaux partenaires (techniques et financiers) pour la soutenir afin de poursuivre les acquis du projet.

Les partenaires ont donc progressivement acquis un degré d'autonomie qui leur permet de poursuivre leurs activités en y intégrant les expériences acquises au cours du projet et ainsi sortir renforcés de ces 3 années d'activités collectives.

Mécanisme de suivi envisagé

CAGED et SOTCHI sont membres de la plateforme DESC Togo³, qui est un partenaire rapproché de Terre des Hommes France (appui à la création de la plateforme, appui technique via le réseau régional Aoudaghost, et le programme international d'échange d'expérience mené par l'association entre 2008 et 2011). Les partenaires maintiennent donc des échanges réguliers sur leurs activités et sont appuyés/conseillés selon leurs besoins. Le suivi des partenaires et des activités sera donc pérennisé après la clôture d'AGLAE sous la forme d'un échange d'information.

Principaux enseignements retirés par l'association de l'expérience de ce projet notamment en matière d'impact du projet

Les résultats obtenus en matière d'acquisition de nouvelles connaissances et compétences ont été considérables pour l'évolution de la situation socio-économique des femmes et sont donc à analyser comme des moyens pertinents permettant d'atteindre l'objectif fixé.

Impact technique

Les formations techniques (dans le secteur d'activité professionnelle), les modules complémentaires (gestion, législation ...) et les séances de sensibilisation sur le genre ont incontestablement renforcé les connaissances et les compétences des femmes.

Ces acquisitions leur ont permis de créer de nouvelles opportunités d'insertion professionnelle et donc des sources de revenus. Enfin, la maîtrise et l'exercice pratique des différents métiers appris aboutissent à des changements remarquables dans leur vie économique et sociale.

Impact économique

Les femmes du projet sont quasiment unanimes pour reconnaître que **le projet a contribué à leur intégration socio-économique**. Cette assertion se justifie par le fait qu'elles ont désormais la possibilité de subvenir à leurs besoins élémentaires et qu'elles ne dépendent plus économiquement des hommes dans les foyers. Ces femmes affirment avoir acquis une certaine autonomie économique, elles sont désormais en capacité de contribuer aux besoins familiaux dans le domaine alimentaire, de la scolarisation des enfants et de la santé. Elles ont aussi la possibilité d'épargner, ce qui n'était pas le cas avant le projet.

Impact social

Suite au projet, la capacité économique des femmes à se prendre en charge leur confère un autre statut social. L'autonomie financière est améliorée à travers la pratique de leurs nouveaux métiers au sein d'unités économiques. Leur emploi leur permet d'acquérir une meilleure considération et plus de respect de la part de l'entourage. Les femmes ont confiance en elles et s'estiment plus heureuses aujourd'hui au sein de leur communauté. Signalons également qu'avant le démarrage du projet, nombreuses étaient les difficultés qui existaient entre maris et femmes : conflits répétés, absence du mari à la maison, la nourriture réservée pour la consommation familiale était insuffisante suite aux restrictions du mari... A la fin du projet, les relations entre les hommes et les femmes au sein du foyer se sont améliorées, en grande partie car les femmes peuvent désormais contribuer aux dépenses du ménage et donc légitimer leur activité extérieure. Les sensibilisations sur le genre sont

³ Plateforme de promotion des Droits économiques, sociaux et culturels, créée en 2009 sous l'impulsion du programme international d'échange d'expérience développé par Terre des Hommes France.

venues renforcer cette évolution en donnant aux femmes et à leur entourage les clés pour comprendre les stéréotypes liés au genre et des pistes pour changer les situations inégalitaires au quotidien. La participation des maris aux séances de sensibilisation a été un atout capital aux changements de comportement dans les ménages.

Dans certains couples, les décisions sont désormais prises soit par concertation soit par négociation. **Les inégalités de sexes qui étaient auparavant accentuées tendent à diminuer.** De nouvelles habitudes commencent à entrer dans les mœurs, à savoir : le partage des travaux domestiques entre les femmes et les hommes, la gestion économique partagée au niveau du ménage, l'éducation égalitaire des enfants, la prise de décision au niveau des communautés et les droits successoraux. Les femmes connaissent leurs droits et devoirs et on assiste progressivement à une reconnaissance de ces droits par leurs maris et les chefs traditionnels. La liberté d'expression en public est acquise et se pratique plus aisément dans les foyers. Les femmes ont appris à instaurer une relation plus égalitaire et harmonieuse dans leur foyer mais également à se faire entendre et respecter au sein de la communauté.

Les femmes ont changé de comportement et d'attitude dans le foyer, elles sont plus sûres d'elles, ont plus confiance en elles et entretiennent des meilleures relations avec l'entourage (collègues et patrons de service) qui reconnaît leurs compétences et sont admiratifs devant les évolutions qu'elles ont réussi à faire accepter au sein de la communauté.

Impact sur l'organisation sociétale

A Lomé, mais de manière encore plus prononcée à Kara, où les pesanteurs socio-culturelles liées au milieu rural sont très fortes, de nombreuses sensibilisations et réunions sur la gestion des conflits ont été menées auprès des maris pour favoriser une évolution positive au sein des foyers.

Les maris rencontrés déclarent avoir évolué progressivement et mieux accepter les activités économiques des femmes du projet. Ils sont unanimes à reconnaître que les femmes contribuent aux dépenses du foyer. La communication s'est fortement améliorée dans les familles et les prises de décision ou le partage des tâches est fait de manière consensuelle. Les hommes encouragent et soutiennent les femmes dans leurs nouvelles fonctions.

A Kara, au sein de la communauté, les chefs de villages ont été approchés durant le projet pour travailler avec eux à l'évolution de la prise en compte des femmes au sein de leur organisation sociétale. Nombreux sont les changements produits par le projet dans les communautés du Nord. D'abord, la disponibilité des produits de boulangerie et pâtisserie dans les villages (pains et biscuits) de même que les produits conservés (tomates, jus et autres) contribuent à la diversité et à l'autosuffisance alimentaire, tout en dynamisant la vie du village. La communauté apprécie les activités qui se développent dans les villages. La volonté affichée d'autres femmes à intégrer les groupements témoigne de l'importance accordée aux diverses actions du groupement. Les activités des groupements dans les villages créent une nouvelle dynamique et mobilisent les femmes au sein de la vie communautaire (les femmes sont aujourd'hui fortement sollicitées pour participer à des actions au sein d'autres associations, pour donner des conseils, pour participer aux réunions du village...).

A Lomé, les employeurs des entreprises industrielles ont également évolué dans leur conception du recrutement. Impressionnés par la précision, l'investissement et la technicité des femmes recrutées, ils avouent aujourd'hui avoir revu leurs procédures de recrutement et sont plus ouverts aux candidatures féminines. Il en est de même pour les clients des ateliers des femmes entrepreneures créés au cours du projet. En effet, ceux-ci se disent désormais beaucoup plus enclins à s'adresser à des femmes pour des demandes d'intervention techniques suite à la constatation du travail de qualité qu'elles fournissent.

Recommandations et perspectives pour « l'après projet »

Au vu de la réussite du projet et de son impact positif et pérenne dans le domaine de l'insertion professionnelle et socio-économique des femmes artisanes au Togo, il a été tiré plusieurs recommandations par et pour les équipes du projet.

Il semble en effet intéressant que **les structures poursuivent leur appui aux femmes formées durant le projet**. Autrement dit, que celles-ci restent enclines à apporter leur soutien / conseils aux femmes insérées et qui pourraient avoir besoin d'un soutien temporaire. Dans le même sens, les structures doivent **persévérer dans la mise en application des outils transmis lors du projet afin de conforter leur gestion et leur professionnalisme dans le domaine du développement** (ingénierie de projet, gestion...).

De plus, **les processus et les outils découverts et appropriés lors des activités (techniques de plaidoyer, processus d'accompagnement, intégration de l'aspect genre...) doivent être réutilisés et adaptés pour les projets futurs** des associations (c'est déjà le cas avec l'intégration de l'aspect genre dans les statuts et le fonctionnement des associations, la poursuite des plaidoyers entrepris...).

La pérennisation de la participation des associations porteuses au sein des réseaux auxquelles elles appartiennent (REATA, plateforme DESC...) doit également être assurée afin de donner une plus grande ampleur et une visibilité renforcée de leurs actions, suscitant des opportunités d'appropriation des acquis par d'autres structures locales agissant dans le secteur du développement.

Enfin, en se basant sur l'exemple que représente le projet AGLAE, **de nouveaux projets du même genre doivent émerger au Togo. En effet, le domaine de l'insertion professionnelle, économique et sociale au Togo reste un champ d'action dont les besoins sont importants et pour lequel le processus d'action mis en place avec AGLAE représente un modèle adéquat.**

Suite à la création du réseau REATA par SOTCHI en dernière année du projet, **Terre des Hommes France étudie actuellement les modalités d'un appui à ce réseau (plaidoyer et promotion des transformateurs/trices agroalimentaires au niveau national) ainsi que la poursuite des activités auprès des formatrices de la région de Kara** (recherche de financement et opérateur partenaire du Nord).

CAGED poursuit actuellement ses activités de formations professionnelles dans le secteur industriel et technique. Souhaitant prolonger les formations spécifiques envers les femmes, et poursuivre l'application des acquis du projet, l'ONG est actuellement en recherche de partenaires financiers. **Une fondation semble avoir été identifiée et les pourparlers sont en cours.** En parallèle, CAGED se penche attentivement sur **l'appel d'offre lancé par l'AFD au Togo concernant le développement du port de Lomé**. CAGED pourrait effectivement y prétendre et répondre grâce à son expertise de formation dans ce secteur en y ajoutant une plus-value non négligeable : l'approche genre maîtrisée et intégrée durant AGLAE et qui permettrait de sensibiliser le secteur portuaire sur le sujet.

L'après-projet est donc en cours de construction, des pistes sont actuellement étudiées et devraient permettre une pérennisation des acquis de trois années de collaboration dans le domaine de la formation et de l'insertion des femmes artisanes au Togo.